

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
51, boulevard Saint-Exupéry – CS 50121
03403 – YZEURE CEDEX

Yzeure, le 19/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COSMETIQUE ACTIVE PRODUCTION

ZI de Vichy-Rhue
03300 Creuzier-le-Vieux

Références : 20240419-RAP-03-138-VCAPCreuzierleVieux
Code AIOT : 0005600027

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement COSMETIQUE ACTIVE PRODUCTION implanté ZI de Vichy-Rhue 03300 Creuzier-le-Vieux. L'inspection a été annoncée le 08/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été menée dans le cadre d'une action régionale "coup de poing" portant sur le contrôle des rejets aqueux dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COSMETIQUE ACTIVE PRODUCTION
- ZI de Vichy-Rhue 03300 Creuzier-le-Vieux
- Code AIOT : 0005600027
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Cosmétique Active Production, spécialisée dans la fabrication de produits de soin et de dermocosmétiques, est composée de l'usine de Vichy, et de l'usine de La Roche-Posay.

L'établissement de Vichy, inauguré en 1969, emploie plus de 500 personnes pour la production de ses produits cosmétiques, notamment de la marque Vichy, avec une spécialisation dans le domaine du soin de la peau à base d'eau thermale.

La production connaît depuis ses dernières années une forte croissance, orientée notamment vers le médical (produits d'hygiène).

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection précédente du 26 avril 2022 avait mis en lumière le problème de fonctionnement de la station de traitement des effluents aqueux (traitement biologique et physico-chimique) pourtant mise en service en 2020 d'où déjà le non-respect de valeurs limites d'émission pour certains des paramètres contrôlés.

En effet, compte tenu de la forte croissance d'activité qu'a connu le site ces toutes dernières années, le fonctionnement de sa station de traitement est rapidement arrivé à saturation.

L'établissement a déjà investi 1,2 M€ fin 2023 dans un module d'ultrafiltration pour effectuer des tests en vue de modifier sa station de traitement. Un projet de mise à niveau de cette installation est donc à l'étude (enveloppe globale estimée à 4 M€ avec appui de l'Agence de l'Eau) pour permettre un traitement efficace et un rejet conforme de ses effluents aqueux.

Aussi, il est rappelé à l'exploitant que préalablement à la mise en service de sa nouvelle installation, les modifications qu'il envisage, devront faire l'objet d'un porter à connaissance à madame le Préfet, lequel devra notamment comporter une étude positionnant les rejets de l'installation vis-à-vis de l'arrêté ministériel RSDE comme demandé à l'issue de l'inspection précédente. Le positionnement devra être présenté suivant :

- les paramètres listés aux articles 32-3 et 32-4 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié par l'arrêté RSDE (vis-à-vis de l'activité soumise à autorisation et concernant des solides inflammables) ;
- la compatibilité des rejets vis-à-vis du milieu récepteur (Allier) et son action sur des paramètres susceptibles de dégrader la masse d'eau ;
- l'évolution des recettes de cosmétiques ayant pu avoir une incidence sur les micro-polluants émis.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande d'action corrective	1 mois
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
9	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
10	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autosurveillance des rejets aqueux est correctement effectuée, même si quelques observations ont pu être formulées et 2 non-conformités relevées.

L'autosurveillance est assurée par un prestataire extérieur. Les non-conformités relevées à l'issue des déclarations GIDAF concernent quelques non-respects de fréquence de contrôles et le dépassement de valeurs limites d'émission pour certains paramètres dont certains sont récurrents.

L'inspection des installations classées a cependant pris bonne note du projet de mise à niveau de la station de traitement des rejets aqueux du site et souhaite être tenue informée de l'avancement de ce projet (calendrier de réalisation).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan des réseaux est disponible et à jour. Les effluents aqueux se rejettent en un point en direction de la STEP de Vichy Communauté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : L'ouvrage de rejet est correctement aménagé. Cependant l'aspect "laiteux" du rejet témoigne du traitement insuffisant de la station interne avant rejet (voir point de contrôle numéro 5).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le point de rejet est accessible aisément et dispose d'un canal de mesure de débit aménagé.

L'établissement dispose en outre d'un préleveur automatique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance

Prescription contrôlée :

[...]

Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.

[...]

Constats :

Selon l'analyse des déclarations sur GIDAF, globalement la fréquence des contrôles est respectée même si ponctuellement, quelques valeurs journalières de pH ou température sont absentes, tout comme certaines valeurs hebdomadaires (semaine 35 par exemple).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Veiller à respecter les fréquences de contrôle et le cas échéant indiquer le motif de l'absence de contrôle en observation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Prescription contrôlée :

Article 21-II

« Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »

<p>Article 58-IV</p> <p>« Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'analyse des déclarations GIDAF sur les 12 derniers mois fait ressortir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de multiples dépassements dont certains sont répétitifs avec des valeurs parfois importantes notamment pour les paramètres Hydrocarbures et Zinc ; - l'absence de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Renseigner les champs « Commentaire » de l'onglet de synthèse sous GIDAF lors de dépassement constaté. Mettre en place les actions correctives nécessaires au respect des valeurs limites d'émission.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Transmission GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance sont régulièrement transmis via GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas, le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Le débit rejeté est mesuré en continu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
Prescription contrôlée : Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : La gestion de la station de traitement des eaux industrielles avant rejet est confiée à Véolia. Les échantillons sont prélevés par l'échantillonneur automatique et conservés à une température de 5 ± 3 °C . Le débit , la température et le pH sont enregistrés en continu. Eurofins, accrédité par le Cofrac pour les prélèvements et agréé pour les analyses procède aux analyses des différents paramètres. Les contrôles sont effectués chaque semaine ou chaque mois suivant les paramètres analysés fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p>
Constats : <p>L'autosurveillance est entièrement sous-traitée et les analyses confiées à un organisme accrédité pour le prélèvement et agréé pour les analyses. Le contrôle de recalage n'est de ce fait pas requis.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ses campagnes d'analyses, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
Constats : <p>Cet établissement n'est pas concerné par les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances PFAS dans les rejets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite